

L'Adresse—M. Stanfield

[Traduction]

Pourquoi le Trésor fédéral doit-il continuer à prélever la taxe de vente fédérale sur les vêtements qu'achètent nos concitoyens à revenus fixes? Dans le dernier budget, le gouvernement prétendait que la suppression de la taxe de vente sur les vêtements d'enfants avait quelque peu contribué à contenir le prix de ces articles. Pourquoi ne pouvons-nous supprimer la taxe de vente fédérale sur tous les articles vestimentaires?

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: En outre, voyez combien nos concitoyens souffrent de l'augmentation du coût des logements, surtout les personnes âgées, et pensez à ce qu'il advient de leurs économies s'ils en ont. Au sujet du logement, il y a exactement un an, le ministre des Finances se complaisait à parler de l'augmentation de l'offre. Et maintenant, soit un an après ce budget, les mises en chantier diminuent et les appartements sont si rares que des gens sans scrupule peuvent demander autant que les locataires sont prêts à payer. Que l'on comprenne bien pourquoi ma joie est mitigée lorsque le gouvernement prétend pouvoir pallier à tout en augmentant l'offre à long terme.

En matière de logement, même par rapport à l'objectif exprimé par le gouvernement lui-même, c'est-à-dire d'augmenter l'offre, les résultats avérés de la politique gouvernementale n'ont abouti qu'à un lamentable échec. A la suite de cette politique, les priorités sociales sont de plus en plus déformées et les logements deviennent chaque jour davantage des havres financiers pour ceux disposant d'argent. Et pour couronner cette infamie, le gouvernement continue aujourd'hui d'exploiter la situation grâce à une taxe de vente uniforme qui lui permet d'accroître ses revenus à mesure qu'augmente le coût des matériaux de construction. Il est évident que dans le cadre d'un programme anti-inflationniste efficace, il est nécessaire de réduire et, de préférence, de supprimer totalement cette taxe sur les matériaux de construction.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Je déclare à mes amis d'en face avec toute la vigueur possible qu'il nous est impossible de tolérer plus longtemps cette escalade du prix des logements. Nous ne pouvons permettre qu'ils augmentent au rythme auquel ils ont augmenté. Je ne puis admettre que nous soyons impuissants à mettre un certain ordre dans le prix des logements au Canada. Le coût du logement a atteint un niveau inadmissible. La hausse des prix a atteint un niveau stupéfiant et il faut y mettre un terme.

J'ai parlé des personnes âgées et des effets de l'inflation sur leurs économies. Cette confiscation, cet amenuisement ne s'appliquent pas simplement aux personnes âgées. C'est maintenant qu'il faut prendre des mesures, et non pas d'ici quelques mois, non pas lorsque l'univers continuera, non pas à long terme. Nous devons agir maintenant pour protéger les épargnes des personnes sages qui se sont privées aujourd'hui pour mettre de côté pour demain afin de pouvoir protéger leur famille et se préparer à la retraite. Comment les députés d'en face peuvent-ils rester tranquillement assis tandis que les Canadiens moyens qui ont peut-être mis quelques dollars de côté ont perdu 10 p. 100 de la valeur de leurs économies l'année dernière et risquent d'en perdre encore 10 p. 100 cette année? Leurs économies risquent de perdre 20 p. 100 de leur ancien pouvoir d'achat en deux ans. Pourquoi les députés d'en face restent-ils donc assis si tranquillement en ne faisant rien pour remédier à cette situation?

[M. Stanfield.]

Je pense qu'il convient de commencer à intervenir en ce qui concerne les obligations d'épargne du Canada. A mon avis, ces dernières devraient être indexées. Un grand nombre de Canadiens ne peuvent se payer ni le luxe ni le temps qu'il faudra au ministre des Finances pour faire peut-être un autre voyage à Truro, voir comment cela peut ou ne peut pas se faire, pour quelles raisons, puis revenir et prendre des mesures. J'ai lu un commentaire attribué au premier ministre (M. Trudeau) dans lequel il disait qu'il ne voulait pas subventionner les obligataires au détriment du simple citoyen. J'ai des nouvelles pour le premier ministre. La plupart des personnes qui détiennent des obligations d'épargne du Canada sont de simples citoyens. Ils ne demandent pas une subvention mais simplement qu'on leur fasse justice.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, certaines mesures peuvent être prises pour diminuer les effets de l'inflation sur les Canadiens qui n'ont pas la même force que ceux qui font partie d'une grande organisation ou qui n'ont pas des moyens financiers indépendants qui leur permettent de s'en sortir confortablement. Certaines mesures peuvent être prises, et ce sont ces mesures qui figurent entre autres sur ma liste de priorités. Je n'en suis pas sûr, mais il est possible que le genre d'omissions dont j'ai parlé fassent partie des omissions impardonnables que le député de York-Sud (M. Lewis) a fait ressortir à l'égard du programme annoncé par le gouvernement. Plus tard cet après-midi, nous comprendrons sûrement mieux en quoi consiste une lacune et nous verrons si elle doit devenir un jour vraiment impardonnable.

● (1530)

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'espère que le premier ministre nous parlera davantage aujourd'hui de sa politique anti-inflationniste. Il nous a rassuré sur ce qu'elle n'est pas. Il nous a parlé un peu de ses perspectives à longue échéance, mais c'est à peu près tout. Je prétends que le premier ministre diminue les chances de succès de toute lutte contre l'inflation lorsqu'il déclare que nous connaissons probablement cette année des hausses de prix aussi marquées que l'an dernier et qu'il ajoute que son gouvernement n'y peut à peu près rien.

Des voix: Honte!

M. Stanfield: A mon avis, une telle déclaration ne peut avoir qu'un seul effet: inciter davantage les Canadiens à ne compter que sur leurs propres moyens pour se protéger, puisque leur gouvernement n'essaie même pas de le faire. Cela, il va de soi, contribuera encore plus à accélérer l'inflation.

Je crois que le ministre des Finances (M. Turner) a eu raison de dire que nous ne devrions pas tenir ici et là des propos qui finissent par rejoindre les gens et à les convaincre qu'ils dérivent vers un état de récession. Je le dis au premier ministre qui vient maintenant prétendre que nous sommes condamnés à subir une hausse du coût de la vie et que le gouvernement est incapable de protéger les Canadiens. Je trouve que cette attitude du premier ministre ne peut que nous inciter à faire d'autres prévisions inflationnistes et pernicieuses.